|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Province*** | ***Législature*** | ***Session*** | ***Type de discours*** | ***Date du discours*** | ***Locuteur*** | ***Fonction du locuteur*** | ***Parti politique*** |
| Québec | 36e | 1re | Étude des crédits du ministère de l’Éducation | 14 avril 2000 | M. François Legault | Ministre d’État à l’Éducation et à la Jeunesse, ministre de l’Éducation, ministre responsable des loisirs et des sports et vice-président du Conseil du trésor | PQ |

**M. Legault :** Mme la Présidente. Je voudrais saluer tous les membres de l'Assemblée nationale qui sont présents ici ce matin et aussi saluer tous les membres du ministère de l'Éducation qui sont présents avec nous ce matin pour nous aider à répondre à toutes les questions concernant donc les crédits 2000-2001 du ministère de l'Éducation.

Mme la Présidente, à la même époque l'an dernier, lors de la séance d'ouverture de cette commission, je me réjouissais avec l'ensemble de mes concitoyens et concitoyennes de l'annonce faite par le gouvernement selon laquelle le déficit zéro aurait été atteint un an plus tôt que prévu, et je m'engageais à ce moment-là à être un ardent défenseur de l'éducation pour que, à même les surplus donc qui éventuellement vont se présenter, une partie importante soit investie en éducation. Aujourd'hui, cet engagement se concrétise d'abord par un important réinvestissement en éducation, et ce, sans que les générations futures en portent le fardeau, comme cela a été trop souvent le cas dans le passé. Donc, les réseaux de l'éducation pourront bénéficier dès 2000-2001 d'un montant additionnel de 200 millions de dollars pour du développement, et ça exclut tout ce qui a été annoncé en cours d'année. Ça exclut aussi les coûts de système. Donc, quand on examine les crédits qui sont proposés pour 2000-2001, si on les compare avec ceux de 1999-2000, en fait, c'est plus de 475 millions qui seront ajoutés donc aux crédits de l'Éducation. Donc, ça nous permettra entre autres d'avoir des montants importants qui seront investis pour consolider notre système d'éducation et donc les services qui sont offerts aux élèves.

Mme la Présidente, lors du Sommet du Québec et de la jeunesse qui s'est tenu en février dernier, tous les participants et participantes ont convenu de se donner comme cible la réussite de tous les jeunes en fonction du potentiel et des choix de chacun. On a eu un grand consensus, on s'en rappellera. Donc, tous les membres présents, qui représentaient les employeurs, les syndicats, le réseau de l'éducation, les groupes de jeunes, les groupes communautaires, ont tous adhéré au consensus, sauf, on s'en rappellera, les deux représentants du Parti libéral du Québec.

Dans la foulée du Sommet, on peut affirmer que la décennie que nous entamons sera celle de l'éducation, il faut le dire haut et fort. Il nous faut donc dès maintenant, avec la collaboration des réseaux de l'éducation, tout mettre en œuvre pour qualifier nos jeunes et les préparer à entrer de plain-pied dans le XXIe siècle.

D'abord, si on examine l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire et secondaire, on sait qu'on aura dès septembre une réforme majeure. Et le sens profond de cette réforme en cours, je crois que c'est utile de le rappeler, est de permettre à tous les élèves de réussir leur parcours scolaire. Nous voulons qu'ils deviennent des citoyens et des citoyennes responsables, qui soient capables de réfléchir et de s'engager dans leur communauté et de relever les défis de l'avenir. Donc, cette réforme, qui est déjà bien engagée, est une opération majeure qui demande des changements importants dans l'activité quotidienne de la classe et de l'école, et elle exige un investissement et de la persévérance de la part de toutes et de tous. Quand je dis «toutes et tous», je fais appel aux parents, aux dirigeants des établissements scolaires, à toute la communauté, mais aussi, bien sûr au premier chef, aux enseignants et aux enseignantes.

Dans le cadre de la révision du curriculum et des programmes d'études, nous avons effectué cette année une importante opération de validation des contenus du programme de formation de l'éducation préscolaire et du premier cycle du primaire, donc la première et la deuxième année. Grâce au travail de centaines d'enseignantes, d'enseignants et de professionnels et malgré un contexte, il faut bien le dire, qui était difficile en raison du renouvellement des conventions collectives, un nouveau programme de formation pour l'éducation préscolaire et le premier cycle du primaire sera prêt pour la prochaine année scolaire.

Après une année d'expérimentation, puisqu'on a 16 écoles qui ont expérimenté, qui se sont appropriées... je pense qu'il faut maintenant se donner un signal clair, il faut être prêt à passer à l'action. Et je fais miens les mots de Mme Brigitte Breton, éditorialiste au journal Le Soleil, qui disait: «C'est le temps de démarrer pour avancer.» C'est même, je pense, la première condition pour avancer, car nous savons qu'une réforme, ça prend quand même un certain temps. Depuis que je suis ministre de l'Éducation, j'ai pu visiter de nombreuses écoles, tant primaires que secondaires, et il se passe des choses extraordinaires, merveilleuses dans nos écoles. Nos enseignantes et nos enseignants ont à cœur la réussite des jeunes et accomplissent une tâche qui est remarquable, possèdent un bagage de connaissances et de savoir-faire qui leur permet d'intervenir dans des situations variées, complexes, et c'est sur ces acquis que je m'appuie pour faire un succès de la présente réforme.

Donc, fidèle à mes engagements, j'ai rendu publique en janvier dernier une politique d'abord renouvelée de l'adaptation scolaire, une politique dont je suis très fier, mais qui était surtout accompagnée d'un plan d'action énergique, lancé sur un thème qui explique un peu toute la portée, c'est-à-dire Agir tôt pour réussir , donc qui comprend des mesures concrètes, nouvelles dont la mise en œuvre débutera dès cette année dans les milieux défavorisés. Donc, ce plan d'action, à terme, sera assorti d'un investissement annuel de 150 millions de dollars, qui sont en plus du fameux 1 milliard qui a été annoncé donc lors du dernier budget. J'ai déjà annoncé, en décembre dernier, que, dans le cadre de ce nouveau plan d'action, le nombre moyen d'élèves par classe à l'éducation préscolaire et au premier cycle du primaire sera réduit, et cette diminution entraînera l'ajout de 1 978 postes d'enseignants, d'enseignantes. Donc, elle permettra la mise sur pied d'actions préventives et l'adaptation de l'enseignement aux besoins particuliers de chaque élève. À cela, on ajoute aussi une augmentation importante du nombre de ressources professionnelles et de ressources de soutien pédagogique. En effet, on va ajouter 860 professionnels aux équipes enseignantes au cours des trois prochaines années, et ces ajouts s'ajoutent à ceux qui ont été mis en place dès cette année, au budget de 1999-2000.

Notre appui au travail des enseignants et des enseignantes s'est aussi traduit par des investissements additionnels en vue de favoriser l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les activités d'enseignement. Et nos efforts portent fruit, puisque plus de 40 % actuellement des enseignantes et des enseignants utilisent les technologies de l'information et de la communication dans leurs activités d'enseignement. Et, en moyenne, on a au Québec un ordinateur par 8,2 élèves, puis un poste par 14 élèves est branché à Internet. Donc, on connaît tous l'importance d'avoir ces nouvelles technologies de l'information, et j'ai pu d'ailleurs en discuter avec les ministres de l'Éducation du G8 la semaine dernière, et je pense qu'on peut être fiers de ce qu'on a réalisé dans ce domaine ici.

Enfin, Mme la Présidente, à la fin de 1999, le gouvernement du Québec a convenu d'une nouvelle entente avec l'ensemble du personnel syndiqué des commissions scolaires, et nous avons obtenu lors de cette négociation une certaine souplesse dans l'organisation du travail au regard des tâches éducatives telles que la récupération, les activités d'encadrement, les activités parascolaires et la surveillance. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Il faudra bien expliquer la réforme aux parents au cours des prochains mois, soutenir les enseignants, les enseignantes dans sa mise en œuvre. Mais je pense que l'éducation, c'est l'héritage le plus précieux que nous puissions léguer à nos enfants, et je souhaite faire partager cette conviction à tous les secteurs de la société. Donc, à cette fin sera entreprise une vaste campagne de valorisation de l'éducation. Il y sera fait appel à l'engagement de toutes et de tous, particulièrement à celui des parents, pour que le succès de tous les jeunes soit au cœur de nos préoccupations quotidiennes.

Donc, Mme la Présidente, pour l'enseignement primaire et secondaire ainsi que pour la formation professionnelle, nous avons annoncé un réinvestissement de 280 millions de dollars répartis comme suit: 60 millions de dollars dès l'année qui vient, en 2000-2001; 80 millions de dollars en 2001-2002; et 140 millions de dollars en 2002-2003. Donc, la répartition de ces sommes entre les commissions scolaires se fera de manière à allouer les ressources avec transparence, de façon équitable, en tenant compte – et on essaie de le faire de plus en plus – des disparités sociales et économiques. Et, à cet égard, lors du dernier colloque sur l'école montréalaise, j'ai annoncé le renouvellement de la subvention de 10 millions de dollars pour la mise en œuvre du programme de soutien à l'école montréalaise.

Nos réinvestissements en éducation auront toujours la même cible, la réussite de tous les jeunes, et cette réussite n'arrive pas par magie, elle n'arrive pas seulement avec de l'argent. C'est pourquoi j'ai demandé à chaque école au Québec de mettre en place un plan de réussite pour accroître la réussite, entre autres accroître la réussite des garçons, et dès cette année nous consacrerons 25 millions de dollars à la réalisation de ces plans de réussite. Donc, le personnel des établissements d'enseignement sera invité à se mobiliser pour intégrer l'information scolaire et professionnelle et l'orientation au projet éducatif de l'école. Les conseils d'établissement devront prévoir plus d'activités aussi qui seraient destinées à aider les jeunes à mieux définir leurs projets d'avenir, et déjà, pour 2000-2001, un budget de 20 millions de dollars a été prévu à cette fin. C'est dire l'intérêt que nous portons à cette question.

Il faudra enfin continuer les efforts pour que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication deviennent partie intégrante des activités d'apprentissage et d'enseignement dans toutes les classes du Québec, à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire. Nous pouvons donc envisager l'avenir avec espoir et compter sur l'appui de tout le personnel des commissions scolaires pour relever le défi de la réussite de tous les jeunes.

Un autre chantier ouvert au cours des dernières années, qui exige la collaboration soutenue de tous, c'est celui de la formation professionnelle et technique. Pour notre gouvernement, la formation professionnelle et technique constitue un enjeu majeur depuis le début de notre premier mandat. Nous en avons fait une priorité; il continuera d'en être ainsi. Donc, depuis 1994-1995, un total de 643 millions de dollars a été investi dans les immobilisations et les équipements de la formation professionnelle et technique, dont 112 millions de dollars au cours de la dernière année.

De plus, en 1999, au terme de la deuxième phase de l'opération des plans régionaux de développement de la formation professionnelle et technique, 127 nouvelles autorisations de programmes ont été données à des commissions scolaires et à des cégeps, dont 115 permanentes et 12 provisoires. Donc, depuis plus de cinq ans, l'effectif de la formation professionnelle et technique augmente de façon importante, et, pour poursuivre sur cette lancée, j'ai récemment inauguré une importante campagne de valorisation de la formation professionnelle et de la formation technique. Donc, nous avons su tirer profit aussi du 35e Mondial des métiers, qui a été un succès à Montréal, au Stade olympique. C'était une occasion unique de promotion et de valorisation de la formation professionnelle et technique.

Au cours des prochains mois, si des investissements importants ont été faits à ce jour pour qu'il soit possible d'accueillir en formation professionnelle et technique un plus grand nombre de jeunes, il faut quand même poursuivre. Donc, en plus de la campagne de promotion, le ministère de l'Éducation s'assurera que les commissions scolaires utilisent de façon optimale la filière de formation qui permet aux jeunes de s'inscrire dès le secondaire III. On travaille aussi, Mme la Présidente, à mettre en place des passerelles entre la formation professionnelle et la formation technique, et aussi des mesures devront être prises pour nous permettre d'atteindre l'objectif, à l'issue du Sommet, c'est-à-dire qualifier 100 % des jeunes, et nous croyons que la formation professionnelle est un bon moyen d'y arriver.

Peut-être un mot aussi, Mme la Présidente, sur la formation continue. On travaille actuellement sur un projet de politique de formation continue qui sera disponible au cours des prochaines semaines, et je compte, d'ici l'automne, mettre en place une politique et un plan d'action pour la formation continue avec un important volet pour l'alphabétisation. Je pense que c'est important de donner un coup de barre en alphabétisation, autant dans le réseau traditionnel que dans les groupes communautaires qui s'occupent d'alphabétisation. C'est un problème qu'il faut examiner et qu'il faut donc diminuer, au Québec, ce problème d'analphabétisation.

À l'enseignement supérieur, au cours des dernières années, évidemment on a parlé beaucoup de mondialisation, et je pense que ça devenait important d'avoir une politique à l'égard des universités. On y a travaillé, on l'a mise en place, on a pu l'annoncer au cours des derniers mois. Je pense que cette politique a fait consensus autour de trois grands axes: d'abord, l'accessibilité aux études, ensuite, la performance, et, troisièmement, la réponse aux besoins de la société. J'ai déjà indiqué, Mme la Présidente, aux membres de cette commission que les taux actuels de réussite étaient insuffisants au cégep. Si on veut que les jeunes se rendent jusqu'à l'université ou complètent une formation, un Diplôme d'études collégiales, entre autres un diplôme technique, il faut évidemment augmenter les taux de diplomation. Donc, on aura aussi des plans de réussite qui seront demandés à chacun des cégeps. Des montants importants seront investis dans nos cégeps, on parle de plus de 120 millions de dollars sur trois ans, et on veut, grâce à cet argent, donc améliorer l'encadrement des élèves. Au niveau universitaire, c'est plus de 600 millions de dollars qui seront ajoutés au cours des prochaines années. Par contre, je veux que ces sommes soient utilisées de façon optimale. C'est pourquoi je suis à travailler actuellement avec les recteurs pour non seulement mettre en place une nouvelle politique de financement, mais aussi à signer avec chaque université un contrat de performance, pour avoir des objectifs élevés en termes autant d'enseignement que de recherche.

Un mot en terminant, Mme la Présidente, sur l'aide financière aux études. On sait que c'est un fleuron qui existe depuis les années soixante. On a travaillé très fort à sauvegarder l'universalité de notre programme. On se rappellera toutes les discussions dans le cadre des bourses du millénaire. On a réussi à garder donc un système intact, un système qui fonctionne bien, un système dont on est très fier. On aura donc une bonification qui nous permettra de réduire de 25 % les maximums pour les prêts, donc ce qui augmentera d'autant les bourses qui seront disponibles pour les étudiants.

En conclusion, brièvement, je désire rappeler que, pour le gouvernement du Parti québécois, l'éducation est une priorité, elle est au cœur de toutes les stratégies de développement du Québec et de notre projet de société. Elle seule permet de devenir un citoyen à part entière. C'est mon souhait le plus cher pour chacun de jeunes du Québec. Nous continuons cette année à réinvestir de façon importante en éducation. Nous consacrerons plus de 1 milliard de dollars en projets de développement au cours des trois prochaines années. Notre principal défi en est un de mobilisation. Nous devons nous assurer que les professeurs, les directions, les gestionnaires, les parents et toute la communauté soient mobilisés autour de l'école. C'est à ce prix que nous relèverons l'ambitieux défi que nous nous sommes donnés: qualifier 100 % des jeunes au Québec. Merci, Mme la Présidente.